

Libération et Mémoire

Association des Amis du Musée Mémorial
De la Bataille de Normandie à Caen

18 juin 1940



L'Appel à la Résistance

Bulletin n° 31
17 juin 2006

Texte initial de l'Appel

~~Le 18 Juin 1940, le Français a~~
~~perdu la bataille de France, mais il reste~~
~~des soldats, mais il reste des Français~~
~~la flamme de la résistance française~~
~~ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.~~
Mais, fiers de Gaulle, ^{attachés à l'indépendance} j'ai écrit à l'heure
et les soldats français qui se trouvent
en territoire britannique et qui continuent
à se battre, avec les armes, et j'ai écrit
la signature de quelques-uns des ~~plus~~ ^{plus} vaillants
et d'armées qui au premier ou premier
britannique et qui continuent à se battre,
à se mettre en rapport avec moi:
~~Manifestement, le Français a~~
~~la flamme de la résistance française~~
~~ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.~~
Donc, avec orgueil, j'ai écrit à l'heure
et j'ai écrit à l'heure

Le 18 Juin 1940

Le lecteur trouvera en 3^{ème} page de couverture le texte définitif de l'Appel, ainsi qu'en 4^{ème} page la copie des affiches qui furent placardées sur les murs Anglais dès juillet 1940.

AVANT PROPOS

Le 17 juin 2006, les Amis du Musée Mémorial de la Bataille de Normandie ont organisé au Mémorial de Caen un Colloque sur **L'Appel du 18 juin 1940**, lancé par le Général de Gaulle.

Les travaux de cette commémoration ont été publiés dans un bulletin spécial de l'Association.

Or le Concours sur la Résistance et la Déportation, pour l'année scolaire 2009-2010, a fixé pour thème :

L'Appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle et son Impact jusqu'en 1945.

Ce thème rejoint l'esprit et l'objet même du Colloque tenu par le Mémorial en 2006. Aussi l'Association des Amis du Musée Mémorial et plusieurs Associations, issues de la Résistance et de la Déportation, dans un souci de participer utilement au travail de Mémoire, ont décidé de rééditer cette brochure et de la diffuser à tous les collèges et lycées publics et privés de Basse-Normandie.

Ces associations, énumérées ci-après, souhaitent ainsi contribuer au succès de ce Concours :

- **Association des Amis du Musée Mémorial de la Bataille de Normandie à Caen**, Président Guy PAYER.
- **Les Combattants Volontaires de la Résistance et de la Compagnie Scamaroni** Président Jacques VICO.
- **Association des Déportés et Internés Résistants et Politiques et Familles de Disparus du Calvados**, Président Pedro MARTIN, Président Délégué Rémy DOUIN.
- **Association Départementale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes**, Président Claude DOKTOR
- **Association Fidélité Gaulliste de Basse Normandie**, Président Jacques DUCHEZ
- **L'ONAC des Anciens Combattants du Calvados**, Directeur Franck LECONTE, **de La Manche**, Directeur Jacques LEMAGNEN, **de l'Orne**, Directrice Madame Magali OZOUF-BEUCHET.

Cette brochure sera donc transmise aux Chefs d'Etablissements des Collèges et Lycées de Basse-Normandie.

Enfin les textes de ce bulletin, grâce à l'accord des Inspecteurs Pédagogiques de l'Académie, seront mis en ligne sur le site internet de l'Académie de Caen.

Caen le 16 septembre 2009

Jacques VICO Président des Combattants de la Résistance. – Président d'Honneur des Amis du Musée Mémorial.

Le 17 juin 2006, au Mémorial, les Amis ont monté un colloque sur :

l'Appel du 18 juin 1940

lancé par le Général de Gaulle, à Londres, au micro de la BBC.

La réussite de cette commémoration (qui n'avait encore jamais eu lieu au Mémorial) est due à l'entier soutien de Monsieur Stéphane GRIMALDI, le Directeur, ainsi qu'à l'implication et la compétence des intervenants, à savoir :

- **Monsieur Jean QUELLIEN**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Caen qui traita de l'état de la France au 18 juin 1940 (I).

- **Monsieur Michel BOIVIN**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Caen qui montra le rôle et l'action du Général de Gaulle (II).

- **Monsieur Jacques VICO**, Président de l'Union Départementale des Combattants Volontaires de la Résistance du Calvados. Président de l'Association Résistance et Mémoire, qui traita de l'impact de l'Appel et des conséquences : La Résistance (III).

Monsieur Stéphane SIMONNET, historien au Mémorial sut, quant à lui, parfaitement présenter et assurer la liaison entre les différents volets de l'intervention...

Au début du mois de juin 1940, la situation de la France est déjà bien compromise sur le plan militaire.

L'attaque allemande lancée dans les Ardennes, le 13 mai, a enfoncé sans rémission les lignes françaises.

Il s'en est suivi un mouvement en coup de faux qui a permis à la Wehrmacht d'atteindre la mer dans la région d'Abbeville, prenant au piège les 1^{ère} et VII^e armées françaises, les troupes belges et le corps expéditionnaire britannique.

Le « miracle de Dunkerque » permettra certes d'évacuer 350 000 hommes vers l'Angleterre. Mais les Alliés ont subi un coup terrible dont ils ne se remettront jamais.

Une nouvelle ligne de défense a été établie tant bien que mal le long de la Somme et de l'Aisne. Toutefois, les effectifs pour la tenir sont notoirement insuffisants, même avec le retour, par Cherbourg, d'une partie des troupes évacuées à Dunkerque.

Compte tenu des lourdes pertes déjà éprouvées pendant la première partie de la campagne de France, le haut commandement ne peut compter que sur 70 divisions, plus ou moins complètes. Il faudra se battre pratiquement à un contre deux.

Quant aux divisions cuirassées, elles ont perdu 60% de leurs chars.

Enfin, et surtout, faute de réserves, le dispositif français ne dispose d'aucune profondeur.

* * *

Quelle est la situation sur le plan politique ?

Paul Reynaud est à la tête du gouvernement depuis le 21 mars 1940. Il a remplacé à ce poste Edouard Daladier, mis en minorité non pas – comme on pourrait le penser – en raison de l'inaction des armées françaises pendant la « Drôle de Guerre », mais – ce qui est assez ahurissant ! – pour ne pas avoir apporté un soutien plus actif à la Finlande victime de l'agression soviétique à la fin de l'année 1939.

Reynaud se plaît à multiplier les déclarations qui se veulent rassurantes. Après avoir proclamé haut et fort en 1939 « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts », il lance le 18 mai 1940 : « La situation est grave, mais nullement désespérée ».

Ce même 18 mai, Reynaud procède à un premier remaniement ministériel, destiné à frapper les esprits et à redresser le moral vacillant des Français.

Ainsi, il appelle comme ministre d'Etat et vice-président du Conseil, le Maréchal Pétain, alors ambassadeur de France en Espagne, auprès de Franco.

Pétain jouit d'une très grande popularité dans le pays. N'est-il pas l'homme qui a stoppé les Allemands à Verdun en 1916 et son entrée au gouvernement est très largement destinée à galvaniser le moral de l'armée.

Dans le même ordre d'idée, Georges Mandel devient ministre de l'Intérieur ; Mandel avait été l'un des proches collaborateurs de Clémenceau, le « Père la Victoire »

Le 5 juin, Reynaud fait entrer au gouvernement un homme beaucoup moins connu, l'un de ses proches, le colonel Charles de Gaulle, comme sous-secrétaire d'Etat à la Guerre. Pour la circonstance, celui-ci est promu général de brigade à titre temporaire.

Sur le plan militaire, Reynaud a limogé, le 19 mai, le général en chef Gamelin qui s'était montré totalement dépassé par les événements et incapable de faire face à la situation née de la percée allemande.

A sa place, il a nommé Maxime Weygand, âgé de 73 ans. Là encore, nous sommes dans le psychologique et le symbolique : Weygand avait été le chef d'état-major du maréchal Foch, le vainqueur de 1918.

* * *

Le 5 juin 1940, c'est l'attaque allemande sur la Somme et l'Aisne. Les troupes françaises résistent pendant deux ou trois jours, infligeant des pertes assez sévères aux Allemands, notamment en chars.

Mais des brèches s'ouvrent partout, qu'il est impossible de colmater, faute de réserves et de défenses en profondeur. Faute surtout ne pas avoir puisé suffisamment dans les troupes massées derrière la ligne Maginot.

Certaines unités se battent avec détermination, tandis que d'autres, démoralisées, s'effondrent et se débandent.

Le repli des troupes françaises s'accomplit dans des conditions d'autant plus dramatiques que les routes sont constamment attaquées par l'aviation allemande (Stuka) et couvertes de millions de civils fuyant l'avance de l'ennemi. C'est le dramatique exode de juin 1940.

Dès lors la percée allemande est inexorable. La défense française vole en éclats.

La Basse-Seine est atteinte le 9 juin, puis franchie dans les jours suivants. La Wehrmacht entre dans Evreux le 13 juin.

A l'autre extrémité du front, les Panzers s'enfoncent en Champagne et entament bientôt un mouvement tournant vers la frontière suisse, destiné isoler et encercler les troupes de la ligne Maginot.

Le 10 juin, alors que l'Italie venait de déclarer la guerre à la France, les pouvoirs publics, gouvernement et président de la République en tête, ont quitté Paris pour se réfugier dans les châteaux de la Loire, dans la région de Tours.

Quatre jours plus tard, le 14 juin, les Allemands feront leur entrée dans la capitale.

Pendant ce temps, les événements se précipitent sur le plan politique.

De graves dissensions se font jour au sein du gouvernement.

Certains entendent poursuivre le combat coûte que coûte.

Dès la fin mai, Paul Reynaud a demandé à Weygand la possibilité d'établir un « réduit breton » où se masseraient, à proximité de l'Angleterre, les troupes françaises rescapées.

On évoque aussi une solution qui semble plus réaliste : celle d'un repli général en Afrique du Nord où l'on pourrait poursuivre la lutte contre l'Allemagne, en disposant des ressources humaines et économiques de l'Empire colonial et de l'appui de la flotte, quasiment intacte.

Mais des voix dissonantes se font entendre.

Le 12 juin, le général en chef, Weygand, donne l'ordre de retraite générale et laisse clairement entendre que la guerre est perdue et que les politiques doivent en tirer toutes les conséquences, c'est à dire demander l'armistice ; ce qui provoque une vive altercation avec Reynaud.

Lors de la réunion du conseil des Ministres au château de Cangey, près d'Amboise, le 13 juin, le maréchal Pétain prend la parole pour lire une déclaration capitale sur laquelle il convient de s'arrêter.

Pour lui, le choix du gouvernement est simple : il doit quitter la France ou demander l'armistice.

Pour sa part, il indique clairement sa position en faveur de l'armistice, rejoignant ainsi celle de Weygand.

Quitter la France serait à ses yeux une désertion. On ne peut abandonner les Français aux mains de l'envahisseur.

Mais il va plus loin encore en dévoilant son véritable but et sa stratégie.

A ses yeux, le salut de la France n'est pas à attendre de l'extérieur. Il ne croit pas (je le cite) en « une reconquête du territoire par des canons alliés, dans des conditions et dans un délai impossibles à prévoir ».

Pour Pétain, le salut de la France passe par l'acceptation de la défaite et des souffrances qui en découleront.

Le redressement du pays ne pourra venir que de l'intérieur, avec une remise en cause totale du système politique et social, rendu responsable de la débâcle.

Dans son intervention, le Maréchal parle à plusieurs reprises de la nécessité d'une « renaissance française » ou encore d'un « renouveau français »... termes qui préfigurent en fait ce que sera la « Révolution nationale ».

Le gouvernement doit donc rester en France pour relever le pays ; et pour cela, la première condition est de mettre un terme à la guerre.

Il conclut sa déclaration par ces mots : « L'armistice est à mes yeux la condition nécessaire de la pérennité de la France éternelle ».

Le 14 juin au soir, en raison de l'avance allemande, le gouvernement et le Parlement se replient sur Bordeaux où les affrontements au sein du conseil des Ministres se font de plus en plus violents.

Reynaud peut compter sur l'appui de certains ministres énergiques tels Mandel, Louis Marin, Georges Monnet ou de Gaulle.

Le camp défaitiste, lui, se renforce de Bouthillier (ministre des finances), Ybarnégaray, Pomaret (Travail), Baudouin (Affaires étrangères). Il reçoit surtout un renfort de poids avec le commandant de la Flotte, l'amiral Darlan.

Reynaud est bien conscient que la bataille sur le territoire métropolitain est perdue, mais il entend continuer la guerre à partir de l'Afrique du Nord.

Il demande alors à Weygand de signer une capitulation qui mettrait un terme aux combats en France.

Il s'ensuit un affrontement terrible avec le général en chef qui - transgressant tous les principes républicains et en l'occurrence la règle de l'obéissance des militaires au pouvoir civil - refuse tout net, au nom de l'honneur de l'armée. Weygand exige pour sa part un armistice qui, lui, engagerait le pouvoir politique et dédouanerait l'armée.

La différence entre capitulation et armistice n'est pas qu'un simple problème de mots.

La capitulation est un acte strictement militaire qui laisse toute latitude au gouvernement légal de poursuivre la guerre en dehors du territoire national. Telle avait été l'attitude des gouvernements polonais, norvégien ou néerlandais qui avaient trouvé refuge en Angleterre, où ils allaient poursuivre la lutte avec les moyens dont ils disposaient.

En revanche, l'armistice est une convention politique qui lie l'Etat signataire et lui interdit toute continuation de la guerre, où que ce soit et sous quelque forme que ce soit.

Reynaud, dans les arguments qu'il met en avant en faveur de la poursuite de la guerre rappelle l'accord qu'il a signé avec Londres le 28 mars 1940 :

« Le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume-Uni s'engagent mutuellement à ne négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix durant la présente guerre, si ce n'est de leur commun accord... ».

Or les Britanniques n'ont pas donné leur aval... pour la bonne raison qu'ils n'ont pas été consultés.

Les adversaires de Reynaud rétorquent que les Anglais ont de toute façon trahi l'esprit de cet accord en n'engageant pas la totalité de leurs forces dans le combat commun, notamment leur aviation.

Une ultime manœuvre a lieu le 16 juin lorsque Churchill approuve le projet imaginé par Jean Monnet, et repris par de Gaulle, d'une fusion totale entre le Royaume-Uni et la France, avec notamment la constitution d'un gouvernement commun.

Ce serait faire de la France un dominion britannique ripostent les partisans de l'armistice. Pétain, qui est sûr que l'Angleterre va s'effondrer à brève échéance, lance : « Autant épouser un cadavre ». Et le projet avorte.

Le 16 juin au soir, Reynaud, épuisé nerveusement, pensant – peut-être à tort – qu'il n'était plus soutenu par une majorité de ses ministres, présente sa démission au président de la République, Albert Lebrun.

Peu après, celui-ci propose au Maréchal Pétain de former un nouveau gouvernement. Immédiatement, le vieux maréchal sort de son portefeuille une liste de ministres, toute prête, sur laquelle figurent Weygand, Darlan et d'autres partisans de l'armistice, mais bien évidemment ni Reynaud, ni Mandel, ni de Gaulle.

Dès la nuit du 16 au 17 juin, le ministre des Affaires étrangères, Paul Baudouin, sur ordre de Pétain, prend sans plus attendre des contacts avec l'ambassadeur d'Espagne, lui aussi replié à Bordeaux, pour que son gouvernement joue les intermédiaires entre la France et l'Allemagne en vue de conclure un armistice.

Le lendemain, 17 juin, vers midi, à la radio, le maréchal Pétain s'adresse aux Français :

Français,

A l'appel de Monsieur le président de la République, j'assume à partir d'aujourd'hui la direction du gouvernement de la France.

Sûr de l'affection de notre admirable armée, qui lutte avec un héroïsme digne de ses longues traditions militaires contre un ennemi supérieur en nombre et en armes ;

Sûr que par sa magnifique résistance, elle a rempli nos devoirs vis à vis de nos Alliés ;

Sûr de l'appui des anciens combattants que j'ai eu la fierté de commander ;

Sûr de la confiance du peuple tout entier ;

Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur.

En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés qui, dans un dénuement extrême, sillonnent nos routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude. C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.

Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec moi, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités.

Que tous les Français se groupent, autour du gouvernement que je préside, pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'obéir qu'à leur foi dans le destin de la Patrie ».

Le lendemain, 18 juin, en réponse au message de Pétain, une autre voix s'élève sur les ondes de la BBC. Celle du général Charles de Gaulle.

Jean Quellien
Université de Caen

QUAND DE GAULLE BASCULA DANS LA POLITIQUE : DU SECRETAIRE D'ETAT A LA DEFENSE NATIONALE ET A LA GUERRE A L'HOMME DU 18 JUN 1940

En juin 1940, le général de Gaulle voit son destin basculer de l'armée vers la politique alors que les événements militaires et politiques s'accélèrent. Le front français est percé sur la Somme le 7 juin, sur l'Aisne le 10 juin. Ce jour-là, les ministres quittent précipitamment Paris. Le 13 juin, le gouvernement en exode avec plus de huit millions de Français, divisé entre antimunichois et munichois, est tiré à hue et à dia. Le 16 juin, le président du Conseil, Paul Reynaud, démissionne et le maréchal Pétain le remplace. Le 18 juin 1940, à 49 ans, le général de Gaulle entre « dans l'aventure comme un homme que le destin jette hors de toutes les séries », selon ses propres termes rapportés dans les *Mémoires de guerre*.

Entre le 5 juin 1940 et le 18 juin 1940, l'itinéraire du général de Gaulle est celui d'un sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale et à la guerre, qui va devenir l'interlocuteur privilégié du Premier ministre britannique Winston Churchill, puis l'homme du 18 juin 1940.

*
* *

1. LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT A LA DEFENSE NATIONALE ET A LA GUERRE

La politique appelle le général de Gaulle le 5 juin 1940 au moment où Paul Reynaud le nomme sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale et à la Guerre. Le président du Conseil pense déjà à lui en constituant son premier gouvernement en mars 1940 ; mais Edouard Daladier, ministre de la Défense nationale et de la Guerre, s'y oppose en disant haut et fort : « S'il entre, je sors ». Le général de Gaulle reste sous-secrétaire d'Etat pendant onze jours, du 6 juin au 16 juin 1940.

1.1. Un sous-secrétaire d'Etat déterminé à continuer la guerre

Dès le lendemain de sa nomination, le général de Gaulle explique à Paul Reynaud qu'il faut admettre que la bataille est perdue sur le sol français, mais que l'on doit poursuivre la guerre dans l'Empire. Le chef du gouvernement le charge alors de s'occuper « de l'arrière ».

Le 7 juin, il participe pour la première fois à une discussion sur le « réduit breton », discussion commencée le 31 mai sur un projet dont il n'est pas l'initiateur.

Le 8 juin, il rencontre le généralissime Weygand et s'adresse à lui avec le comportement d'un ministre parlant à un militaire qui est sous ses ordres, mais qui voit en de Gaulle un simple général à deux étoiles. Ce jour-là, en réunion interministérielle, le général Weygand expose la situation militaire tragique et parle pour la première fois d'armistice.

Le 10 juin, au comité de guerre où il siège, le général de Gaulle a son premier accrochage avec le général Weygand. Lorsqu'il est question de continuer la guerre, le général Weygand lui demande ce qu'il propose en tant que membre du gouvernement. Le général de Gaulle lui répond : « Le gouvernement n'a pas à faire de propositions, il a des ordres à donner ». Aussitôt après la tenue de ce comité, le général de Gaulle suggère à Paul Reynaud de remplacer le général Weygand, décidé à mettre fin aux hostilités, par le général Huntziger, qui a une vue plus globale de la guerre.

Le 12 juin, le général de Gaulle obtient difficilement de Paul Reynaud qu'on transfère en Afrique du Nord les troupes disponibles pour continuer la lutte. Il propose d'organiser deux pôles de résistance en Bretagne ainsi que dans le Massif central afin de permettre l'évacuation de ces troupes.

Le 13 juin, lors du Conseil des ministres très houleux se tenant à Cangey, le général de Gaulle, résolu à poursuivre le combat, affronte le maréchal Pétain qui se révèle l'ardent défenseur d'un armistice-renouveau. C'est le face à face de Gaulle-Pétain. Le premier est « belliciste » et se situe du côté de l'Etat, du pouvoir civil. Pour lui, « un Etat ne capitule pas ». Le second défend l'honneur de l'armée, condamne le régime et compte profiter de la défaite pour le changer à sa guise. A 84 ans, le « vainqueur de Verdun » entend couronner sa carrière politique.

Le 14 juin, lorsque le gouvernement quitte hâtivement les bords de la Loire pour ceux de la Garonne à Bordeaux, le général de Gaulle a bien conscience que l'idée d'un armistice, d'un cessez-le-feu ou d'une « cessation des combats » fait son chemin. Mais il croit encore en la détermination du chef du gouvernement à continuer la guerre.

1.2. Un sous-secrétaire d'Etat isolé

Au sein du gouvernement, le général de Gaulle est isolé dès sa nomination. Il n'est véritablement soutenu que par Georges Mandel, qui a la même conception que lui de la défense de la République et de la lutte contre le nazisme. Quant à Paul Reynaud, il l'abandonne à plusieurs reprises, notamment en lui refusant le limogeage du général Weygand.

Parmi les principaux ennemis du général de Gaulle figurent Mme de Portes, amie de Paul Reynaud, qui le qualifie de « politicien », et surtout Philippe Pétain, qui le considère comme un « ingrat ». L'opposition de Philippe Pétain à Charles de Gaulle ne date pas de juin 1940. Elle remonte à 1927 à propos d'un manuscrit commandé par Philippe Pétain, rédigé par Charles de Gaulle, prêt pour la publication selon son auteur mais à retravailler pour partie par un tiers sur ordre du Maréchal. Elle grandit du fait de leurs profonds différends en matière de tactique et de stratégie tout au long des années 1930, le général de Gaulle plaçant en faveur d'une armée professionnelle et moderne équipée de divisions de chars capables de mener une guerre de mouvement.

2. L'INTERLOCUTEUR DE CHURCHILL

Le général de Gaulle est chargé des rapports avec la Grande-Bretagne à un moment où l'anglophobie atteint un degré jamais vu en France, la Grande-Bretagne étant accusée d'avoir entraîné la France dans la guerre, quitté la Norvège trop vite, envoyé peu de troupes en France, préservé la RAF durant la bataille de France, évacué trois fois plus de soldats anglais que français de Dunkerque. Mais l'ardeur du général-sous-secrétaire d'Etat et sa volonté évidente de continuer la guerre plaisent à Winston Churchill.

Les rencontres de Gaulle-Churchill à Londres et en France du 9 au 17 juin 1940 ont changé le cours de l'histoire de France car, sans elles, la France libre n'aurait jamais vu le jour. Mais, pourquoi le Premier ministre britannique, pris dans la tourmente d'une guerre menaçant son pays de la perte à court terme de sa souveraineté, a-t-il éprouvé le besoin de passer tellement de son temps en la compagnie d'un sous-secrétaire d'Etat débutant au sein d'un gouvernement français chancelant ?

2.1. L'entente de Gaulle-Churchill

L'entente de Gaulle-Churchill n'est pas acquise d'avance. Winston Churchill est chaleureux ; Charles de Gaulle est froid. Winston Churchill est francophile ; Charles de Gaulle n'estime guère les « Anglais », « nos auxiliaires » durant la Première Guerre mondiale d'après ses écrits.

Le premier entretien entre les deux hommes date du dimanche 9 juin 1940. Il s'avère assez difficile. Bien que le général de Gaulle déclare que la France est prête à continuer la guerre, même dans l'Empire s'il le faut, Winston Churchill ne cache pas qu'il ne croit plus à un rétablissement de la France et refuse sans appel un envoi massif en France de nouveaux moyens aériens et terrestres britanniques. Cependant, sur le plan psychologique, cet entretien est un grand succès. Chacun des interlocuteurs fait une très forte impression sur l'autre. D'après Jean Monnet, de Gaulle aurait dit de Churchill : « Il est fait pour les tâches grandioses », tandis que Churchill aurait déclaré à propos de De Gaulle : « C'est un homme de ma mesure ». Ce qui est vrai, c'est que le général de Gaulle est convaincu qu'avec Winston Churchill la Grande-Bretagne ne fléchira pas. De plus, il a su établir avec le Premier ministre britannique un lien privilégié, une relation de confiance.

Quand le chef du gouvernement britannique vient deux jours plus tard à Briare au quartier général de Weygand, où se tient un conseil de guerre suprême franco-britannique, le général de Gaulle écrit : « Notre conversation fortifia la confiance que j'avais dans sa volonté ». De retour à Londres le 11 juin, Winston Churchill rapporte au cabinet de guerre : « Evidemment, la fin de la résistance militaire organisée en France n'est pas loin ; mais le général de Gaulle (...) est vivement en faveur d'une résistance sous la forme d'une guérilla. Il est jeune et énergique et produit une impression très favorable ».

Lors de son retour à Londres le 16 juin pour discuter avec l'Amirauté britannique du contingent de navires nécessaires pour éventuellement emmener le gouvernement en Afrique du Nord et évacuer les troupes françaises encore disponibles, le général de Gaulle déjeune à nouveau avec Winston Churchill. Il trouve alors dans le Premier ministre britannique l'interlocuteur correspondant à sa propre vision de la guerre.

2.2. Pour le projet d'union franco-britannique

Le 15 juin, pour son deuxième voyage dans la capitale britannique, le général de Gaulle doit se rendre en voiture de Bordeaux à Brest et prendre le bateau. Il n'arrive à Londres que le lendemain au lever du jour. A son arrivée, Jean Monnet et l'ambassadeur de France l'informent du refus d'aide de Roosevelt et de l'accord donné au gouvernement français par le gouvernement britannique pour la négociation d'un armistice à condition que la flotte française vienne dans les ports britanniques pendant la durée des négociations. Ils l'entretiennent en même temps d'un projet d'union franco-britannique qu'ils ont préparé avec le Foreign Office et le chargent de convaincre Winston Churchill puis Paul Reynaud. Le général de Gaulle lit le texte et accepte la tâche malgré ses doutes. Winston Churchill, saisi par le côté grandiose de l'idée, se rallie au projet et le fait approuver par son gouvernement.

A 16 heures 30, depuis Londres, le général de Gaulle téléphone à Paul Reynaud un texte mentionnant que « désormais la France et la Grande-Bretagne ne sont plus deux nations, mais une nation franco-britannique indissoluble ». Ce texte dit aussi qu'une constitution de l'Union sera rédigée, prévoyant « des organes communs chargés de la politique extérieure, économique et financière », que « durant la guerre, il y aura un seul cabinet de guerre pour la direction suprême de la guerre », que « toutes les forces de la Grande-Bretagne et de la France, terrestres, maritimes ou aériennes, seront placées sous un commandement suprême ».

Ce projet est abandonné trois heures plus tard. Il a été rejeté par le Conseil des ministres français qui s'est tenu entre temps. Le maréchal Pétain a parlé à son sujet de « fusion avec un

cadavre ». Que de Gaulle et Churchill, champions de la souveraineté nationale, l'aient approuvé peut surprendre. Mais d'une part la France et la Grande-Bretagne vivent des heures tragiques. Et d'autre part, face au danger mortel venant de l'Allemagne nazie, avant même la déclaration de la guerre, Français et Britanniques décident la formation d'un Conseil suprême interallié tenant sa première réunion le 12 septembre 1939. Le 28 mars 1940, ce Conseil publie une déclaration commune finale par laquelle les deux pays s'engagent à ne pas signer de paix séparée et expriment le vœu de poursuivre après la guerre une coopération très étroite.

Le 16 juin, à 21 heures 30, le général de Gaulle est de retour par avion à Bordeaux. Il apprend alors le rejet de l'Union, la démission de Paul Reynaud, la formation du gouvernement Pétain dont il est exclu. Dans ses *Mémoires de guerre*, Charles de Gaulle raconte avoir pris tout de suite la décision de repartir à Londres dès le matin, non plus comme sous-secrétaire d'Etat mais comme réfugié. A André Malraux, il confiera beaucoup plus tard : « Ce fut épouvantable ». Il fait part de son projet au général Spears, représentant personnel du Premier ministre britannique en France. Consulté par téléphone, Winston Churchill approuve aussitôt le projet du général de Gaulle. Ce dernier peut partir tôt dans la matinée du 17 juin avec le général Spears dans l'avion de la veille laissé à disposition au cas où... Au député Jean Mistler, qu'il croise par hasard peu avant de quitter Bordeaux, il lance : « Les Allemands ont perdu la guerre. Ils sont perdus et la France doit poursuivre le combat ».

Le 17 juin, en s'envolant pour Londres, le non-conformiste de Gaulle choisit la rébellion, l'exil, la résistance. Arrivé à Londres au début de l'après-midi après une escale à Jersey, il est accueilli chaleureusement par le Premier ministre britannique qui lui accorde le concours de la BBC pour lancer un appel à ses compatriotes le lendemain, malgré les doutes exprimés par ses collègues du gouvernement et les avis défavorables du Foreign Office qui ne veut pas froisser Pétain détenteur du pouvoir en France. Le miracle du 18 juin procède certes de la volonté implacable d'un patriote visionnaire de poursuivre la guerre, mais aussi de l'entente de deux hommes à la personnalité exceptionnelle.

3. L'HOMME DU 18 JUIN 1940

L'appel du 18 juin 1940, marquant le début d'une nouvelle carrière pour le général de Gaulle, est précédé d'un appel peu connu, celui du 21 mai 1940, prononcé par le colonel de Gaulle à son PC de Savigny-sur-Ardres, au lendemain de la bataille de Montcornet, et diffusé par une radio locale. La parenté de l'inspiration avec le texte du 18 juin est frappante : « L'ennemi a remporté sur nous un avantage initial. Pourquoi ? Uniquement parce qu'il a, plus tôt et plus complètement que nous mis à profit cette vérité (...). Eh bien, nos succès de demain et notre victoire – oui ! notre victoire – nous viendront un jour de nos divisions cuirassées et de notre aviation d'attaque ».

Dans l'appel du 18 juin 1940, prononcé peu après 18 heures dans le studio 4B de la BBC et diffusé à 22 heures, entendu de l'autre côté de la Manche en divers points de l'hexagone, la défaite n'est qu'une première péripétie d'un drame mondial au sein duquel la France doit continuer à jouer son rôle. Telle est l'indéfectible volonté de l'homme du 18 juin.

3.1. La bataille de France a été perdue par les chefs militaires

Le général de Gaulle, qui écrit au début de ses *Mémoires de guerre* que la bataille est virtuellement perdue dès le 30 mai, donne ses explications de la défaite-éclair française : « Nous avons été submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne de l'ennemi ». Il se montre très critique à l'égard des « chefs militaires qui depuis de nombreuses années sont à la tête de nos armées ». Ils n'ont pas su préparer l'armée française, la doter de chars et d'avions,

choisir la bonne tactique. Gamelin, Weygand et Pétain sont particulièrement visés. Ce dernier, ministre de la Défense dans le gouvernement Doumergue en 1934, réduit alors le budget militaire de la France de 603 millions de francs à 403. Avec les autres vieillards de l'état-major, il défend la théorie des lignes inviolables et du front continu. Il s'oppose à la création de divisions blindées autonomes et offensives.

Le spécialiste d'histoire militaire affirme que la défaite n'est pas définitive. Elle n'est que circonstancielle et elle ne doit pas affecter l'avenir : « Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France ».

3.2. La guerre est mondiale : il faut continuer le combat

Le pari stratégique du général de Gaulle est double. Pour lui, d'une part ce conflit n'est que le début d'une guerre mondiale : « Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France (...). Cette guerre est une guerre mondiale ». A trois reprises, il clame que « la France n'est pas seule ». D'autre part, la supériorité finale reviendra aux forces alliées. Le général de Gaulle considère qu'il y a dans l'univers tous les moyens pour écraser les ennemis de la France. Il pense que les Etats-Unis et l'URSS vont rejoindre la Grande-Bretagne dans la poursuite de la guerre. Il a bien compris que le pacte germano-soviétique est purement tactique et que l'affrontement entre le communisme et le nazisme est inéluctable. Sa mission est donc de mettre la France du bon côté, c'est-à-dire du côté des futurs vainqueurs. Son autorité est celle d'un jeune général de brigade à titre temporaire, membre du gouvernement, pétri d'histoire.

Le général de Gaulle, convaincu que tôt ou tard l'Allemagne sera vaincue, souhaite que « la France soit présente à la victoire » et considère qu'elle peut poursuivre la lutte à partir de son empire colonial : « Elle a un vaste empire derrière elle ». Il y a, selon lui, nécessité de résister pour gagner la guerre. Le 18 juin 1940, le général de Gaulle s'adresse prioritairement aux militaires, ingénieurs, ouvriers spécialisés des industries d'armement pour qu'ils se mettent en rapport avec lui afin de constituer une force de combat. Il n'expose alors aucun projet susceptible d'évoquer ce que deviendra la France libre. Son but essentiel est de maintenir la France dans la guerre pour préserver son indépendance à l'heure de la victoire alliée. C'est le sens de la célèbre phrase : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».

L'appel à la poursuite du combat est aussi celui d'un homme ayant le sens de l'honneur, croyant en la France et en sa grandeur, refusant l'asservissement et la résignation, respectant des engagements pris envers l'allié britannique. Mais, le 18 juin 1940, le décalage entre sa faible légitimité et sa gigantesque ambition pose d'énormes problèmes à l'entreprise gaullienne.

*
* *

L'appel du 18 juin 1940, lancé dans la solitude et le dénuement, est un point d'arrivée qui ne serait resté qu'un geste s'il n'avait été au même instant un point de départ. Le geste devient avec le général de Gaulle l'acte historique. Pour Jean-Pierre Rioux, il s'agit d'« un événement inouï, où l'avenir d'un peuple procède d'un homme seul ». Ce texte, bref et ciblé, est le produit d'une analyse réaliste, d'un diagnostic lucide, d'une volonté inébranlable, d'une grande ambition. Le général de Gaulle aurait avoué cette ambition à Roger Stéphane : « J'étais un ambitieux politique et il y eut la rencontre de la circonstance et de l'ambition ». Il s'agit de l'ambition au sens gaullien, c'est-à-dire de la conviction qu'on a raison parce qu'on

a fait la meilleure analyse. L'ambitieux général de Gaulle retire de sa réflexion une grande confiance en lui.

Son histoire personnelle l'a préparé à l'acte du 18 juin, symbole de clairvoyance et d'espoir. Son sens de l'histoire l'a amené à prendre en compte le fait national allemand et à refuser d'adhérer aux illusions pacifistes ; à s'intéresser aux progrès techniques et à percevoir l'importance de l'arme blindée ; à réfléchir aux rapports du politique et du militaire et à s'adresser directement à des chefs politiques.

La faillite généralisée des élites dirigeantes explique aussi l'acte du 18 juin. Le général de Gaulle est un témoin de la déroute de l'armée française, de la déliquescence de l'entourage de Paul Reynaud, de l'effondrement de Paul Reynaud lui-même, le président du Conseil ne sachant pas dominer les rapports du militaire et du politique. « Charles le seul » est alors convaincu de l'absolue nécessité d'une rupture radicale avec le passé et le micro devient son arme pour fonder la France libre, donner naissance au gaullisme politique, rallier la Résistance intérieure, « assumer la France ».

Alors qu'il entre dans l'Histoire le 18 juin 1940, Charles de Gaulle, « général factieux », est tour à tour mis à la retraite par un décret du Conseil des ministres le 23 juin, condamné à quatre ans de prison par le conseil de guerre de Toulouse le 30 juin, condamné à mort par contumace par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand le 2 août.

Michel Boivin

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Caen

III

L'IMPACT DE L'APPEL DU 18 JUIN ET LES CONSEQUENCES DE CET APPEL

Introduction

Jean Quellien vient de rappeler, la situation de la France en juin 1940, avec le désastre de son armée, l'effondrement de la société civile et le chaos du pays.

Michel Boivin vient de nous présenter, le Général de Gaulle, et l'Appel du 18 juin 1940.

Il m'appartient d'évoquer l'impact de l'Appel du 18 juin, et les conséquences de cet appel.

I – L'Appel du 18 juin, son impact et ses conséquences

1) L'Appel du 18 juin

Je rappellerai tout d'abord la situation que nous vivions en mai et juin 1940 dans notre département, pour vous permettre de bien percevoir dans quel contexte nous recevons cet appel.

Mai 1940 – Le temps est magnifique. L'attaque du 10 mai de l'armée allemande contre la France, la Belgique et la Hollande crée le désarroi. Les armées alliées subissent, dès les premières heures de combat, la violence, la tactique et l'efficacité des troupes hitlériennes.

15 mai 1940 – Partout l'ennemi progresse. Six millions de réfugiés fuient sur les routes de France. Le 14 juin les allemands défilent sur les Champs Elysées.

A Caen, avant même qu'il ne soit question de Résistance, dès mai 1940, s'engagent des actions d'entraide et de solidarité à l'égard des nombreux réfugiés. Ces flots humains marchent vers le Sud. Les

Scouts de France, les Eclaireurs de France, la Jeunesse Ouvrière, et la Jeunesse Etudiante Chrétienne se regroupent et agissent pour l'accueil et le soutien de ces milliers de réfugiés. L'ampleur de la tâche soude davantage la solidarité de ces jeunes, fortifie leur engagement, et prépare la prise de responsabilités nouvelles, exigées par l'évolution tragique de la situation de notre Pays.

A la mi juin 1940, la première Bataille de Normandie est engagée. Les rumeurs les plus alarmistes et les plus étranges se répandent. Le bruit court que va se constituer une zone de défense en Bretagne. Les jeunes, en âge de porter les armes, sont incités à rejoindre « ce réduit breton ». Dans la nuit du 16 au 17 juin le Gouvernement de Paul Raynaud est renversé. Le Maréchal Pétain prend le pouvoir et décide de demander un armistice à Hitler et de cesser le combat.

A Caen nous voyons passer des troupes françaises en retraite, en piteux état. Des camions traversent Caen avec des militaires aux uniformes gris vert. Certains parlent de soldats hollandais, d'autres de prisonniers allemands. Les hôpitaux militaires de Caen évacuent leur personnel. Or nous voyons arriver une colonne importante d'ambulances chargées de blessés. Elles se rendent aux hôpitaux : Lycée Malherbe, le Petit Séminaire à la Maladrerie, l'Institution Saint Joseph. Il n'y a plus personne pour accueillir ces blessés. Ces ambulances repartent. Nous ignorons où ont été déposés leurs douloureux passagers.

Des camions britanniques se dirigent déjà vers Cherbourg, ou Granville pour réembarquer.

Après l'accord de nos parents, mon frère aîné Francis, 18 ans, mon frère cadet Jean-Marie, 15 ans $\frac{1}{2}$ et moi-même 17 ans, nous nous mettons en route vers ce réduit breton, avec une première étape à Vire, chez un grand-oncle. Le soir même de notre arrivée, nous cherchons des informations. Dans le quartier, où nous résidons, est implantée une menuiserie. Le propriétaire a installé un poste de T.S.F. dans

l'atelier, branché toute la journée. Les voisins se regroupent et suivent, heure par heure, la triste évolution de la Bataille de France. Des soldats français nombreux progressent à pied sur les petites routes du bocage virois vers l'Est et le Sud, avec un armement léger et sans artillerie. Ils ont été réembarqués à Dunkerque, sont passés en Angleterre et débarqués à Cherbourg.

Le 17 juin 1940, aux environs de midi, nous entendons l'appel larmoyant et moralisateur du Maréchal Pétain annonçant sa demande d'armistice et proclamant « **Il faut cesser le combat** ». Nous sommes consternés. Le silence est total, puis chacun exprime l'intensité de son chagrin et de ses inquiétudes. Dans les heures qui suivent, des unités blindées allemandes, venant de Flers, pénètrent dans Vire. Il n'y a plus de combat. Auparavant une colonne de chenillettes françaises toutes neuves, conduite par des militaires français, arrive à Vire et s'installe sur le champ de course. Le sous-officier, responsable du détachement, enlève une pièce sur chaque engin et remplit sa musette de ces pièces indispensables. Tous les hommes se dispersent et se dissimulent dans Vire. Les troupes allemandes s'emparent de ces matériels. Devant l'impossibilité de les mettre en route, ils recherchent l'auteur de cette panne généralisée. Un homme conduira les allemands au lieu de refuge du sous-officier responsable. Il sera ramené de force et contraint de restituer les pièces manquantes. Les allemands peuvent ainsi prendre possession de ce matériel neuf.

L'ennemi fait halte pendant quelques heures, et se précipite dans les commerces, bijouteries, alimentation, vêtement etc... Chaque heure, avec précaution, nous reprenons l'écoute des nouvelles chez notre menuisier. Dans la soirée du 18 juin 1940 nous avons pu capter la B.B.C. et entendre l'Appel de ce Général de Gaulle, que nous ne connaissions pas. Le timbre de la voix de cet homme nous impressionne. Son ton ferme et déterminé, son autorité, et le contenu de son message nous réconfortent. Son appel nous apporte des certitudes, la guerre continue, la guerre deviendra mondiale, la flamme

de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Ce message nous remplit **d'espérance**. Un Général relève le défi. Une certitude nous envahit : l'Allemagne hitlérienne perdra la guerre, mais le chemin sera long. Mais il ne faut pas rêver. Il n'y aura pas de réduit breton. Nous rentrons sur Caen. Le 22 juin 1940 c'est la signature de l'armistice demandé par Pétain. Ce même 22 juin c'est à nouveau l'Appel du Général de Gaulle sur la B.B.C.

Dès ce retour je reprends contact avec les groupes de jeunes issus des Mouvements de Jeunesse, qui se retrouvent au 19 Place de la République. De nouvelles actions sont menées au profit des très nombreux prisonniers de guerre internés au Quartier Claude Decaen, à l'initiative de Jacques Julien, responsable de la J.O.C., et de Mademoiselle Fontaine, avec l'appui de la Croix Rouge. Ces prisonniers sont ravitaillés, les courriers clandestins sont pris en charge, et des vêtements civils sont remis à ceux qui ont décidé de s'évader. D'autres activités sont organisées au profit des nombreux jeunes, sans travail et sans activité. Les premières actions se déroulent à la Maison Paroissiale de Saint Gilles, rue des Cordes, avec Pruede des Eclaireurs de France et Marc Toutain. Puis très vite la Ville de Caen met à la disposition de cette équipe l'ancien café-concert de l'Alhambra, situé à l'entrée de la rue Saint Jean. Dans ces locaux, est créée la première Maison des Jeunes de France, animée par André Heurtin, Charles Tafflet, Henri Ricoux et beaucoup d'autres. Des relations très étroites sont maintenues avec l'équipe du 19 Place de la République, avec Jacques Julien, Raymond Burnouf, Raymond Simon, Hélène Prunier etc... et c'est au cœur de ce groupe que va naître spontanément le premier groupe de Résistance.

2 - Impact de l'Appel du 18 juin et Conséquences de cet Appel

Mais revenons donc sur l'impact de cet appel et ses conséquences.

Charles de Gaulle, Général de Brigade a donc réussi à gagner

l'Angleterre. Le soir du 18 juin il lance cet appel aux français depuis les studios de la B.B.C. Il refuse de reconnaître la défaite. La France n'est pas seule. Elle a un empire. Elle est l'alliée de la Grande Bretagne. Elle peut utiliser les ressources industrielles immenses des Etats Unis. «Moi Général de Gaulle actuellement à Londres... j'appelle les français à se mettre en rapport avec moi. « quoiqu'il arrive la Flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ...».

En fait bien peu de français ont entendu cet appel . Beaucoup ne savent pas qui est de Gaulle.

De Londres le Général de Gaulle assiste à l'effondrement de la 3^{ème} République. Il écrira plus tard : « je m'apparaissais à moi-même, seul et démunie de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendrait traverser à la nage ».

Cet appel a suscité un vif espoir. Nous entendons des réflexions : « Enfin un vrai français», c'est « un soulagement qu'un Général reprenne le flambeau ». « une immense espérance ». Chez certains c'est l'enthousiasme, la confiance, l'approbation de l'attitude du Général. C'est aussi la naissance de la France Libre. Des adultes et des jeunes rejoignent de Gaulle après avoir entendu ou ayant eu connaissance de cet appel. N'oublions pas que 56.000 Français Libres rejoindront le Général de Gaulle, venus de tous les horizons de France et de toutes les régions du monde.

Ce message est donc l'appel à la Résistance et au combat. Des hommes et des femmes résistent et passent à l'action. Deux exemples : le 19 juin 1940 le Lieutenant Jean de Saint-Louvent, originaire de Caen, qui a participé à tous les combats depuis le 10 mai 1940, est à Pont-d'Ouilly et s'oppose au franchissement du pont sur l'Orne par des unités allemandes. Il est tué avec l'un de ses sous-officiers. C'est aussi Etienne Achavanne, qui le 19 juin près de Rouen, passe à l'action. Il sabote

les lignes téléphoniques entre deux grandes unités allemandes. Il est arrêté, condamné à mort et exécuté. Ce premier sabotage est lourd pour l'ennemi. Un terrain d'aviation est rendu vulnérable aux attaques de l'aviation anglaise. Une vague de bombardiers de la Royale Air Force détruit au sol 18 appareils, et 22 soldats allemands sont tués.

II – Autres initiatives et autres appels

L'appel du 18 juin 1940 est l'expression même de l'esprit de Résistance. Cet esprit et cette volonté s'expriment également par d'autres initiatives et d'autres appels. L'Appel du 18 juin rassemble et renforce toutes ces initiatives.

1) Autres Initiatives

Jean Moulin, Préfet d'Eure et Loir, refuse le 17 juin 1940 de signer un document, qui lui est présenté par des officiers allemands, imputant un crime à des tirailleurs sénégalais. Malgré les menaces et les violences Jean Moulin résiste et refuse.

André Roure, jeune étudiant, en marche vers l'exode, entend le 17 juin l'intervention de Pétain annonçant la demande d'armistice. Il se révolte contre cette initiative et rejoint une unité combattante. Les combats cessent. Il progresse vers les plages du Nord pour passer en Angleterre et rejoindre le Général de Gaulle.

Raymond Brugère, Ambassadeur de France à Belgrade, câble le 17 juin son refus de servir un Gouvernement qui capitule.

Marie du Perier de Larsan, de Saint Pierre du Fresne, Diplomate, démissionne immédiatement de ses fonctions après la prise de pouvoir par Pétain. L'un de ses fils Alain entre en Résistance à l'armée secrète

et sera déporté à Dachau. Son autre fils, Marc, Diplomate entre également en résistance et déporté à Buchenwald. Il meurt d'épuisement. Son troisième fils, Hervé, est également résistant et rejoint les parachutistes de la France Libre.

De multiples exemples révèlent l'engagement immédiat d'hommes et de femmes de bonne volonté.

2) Autres appels

Mais des appels à la Résistance furent aussi lancés par d'autres français. j'en citerai deux :

Edmond Michelet, responsable du Cercle des Equipes Sociales de Brive, rédige un premier tract diffusé le 17 juin 1940. Il reprend un texte de Charles Péguy, tué à la Bataille de la Marne en septembre 1914 :

« Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend, c'est la seule mesure, et il a raison absolument, je veux dire que la raison qu'il en a est un absolu ...»

« En temps de guerre celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti. Il ne se rend point. C'est tout ce qu'on lui demande. Et celui qui se rend est mon ennemi, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti».

Le Général Cochet, commandant les Forces Aériennes de la Vème Armée, rassemble ses hommes qui l'ont suivi depuis Epinal jusqu'aux Monts du Velay, combattant et se repliant en bon ordre. Deux heures après avoir entendu le message radio, du Maréchal Pétain, le Général Cochet d'une voix marquée par l'émotion et la colère , donne à ses hommes ses premières consignes de Résistance : poursuivre la lutte contre l'ennemi , apprendre à dissimuler.

Le 6 septembre 1940 il diffuse un nouvel appel qui s'articule autour de trois verbes : **veiller – résister – s'unir.**

Ces appels spontanés confirment cette volonté de résistance.

Conclusion

En conclusion nous pouvons dire que les prolongements de l'appel du 18 juin 1940 sont innombrables, épiques et sublimes.

24 juin 1940 – L'Île de Sein n'est pas encore occupée par l'ennemi. Toutes les familles se concertent. Beaucoup d'hommes sont en service sur les flottes de guerre ou de commerce. Il reste 130 hommes valides sur l'Île. La décision est unanime. Ils continueront le combat, et vont rejoindre le Général de Gaulle. Le plus âgé a 60 ans. Le plus jeune c'est l'enfant de chœur, il a 12 ans. Ils partent sur leur bateaux de pêche.

Arrivés en Angleterre, ils seront accueillis par cette simple phrase : « Vous êtes la moitié de la France ». Les allemands arrivent sur l'Île et s'étonnent de voir tant de vêtements et de coiffes noirs. Les femmes leur répondent : « Nous portons le deuil de la France ».

Le 8 mai 1945, la 2^{ème} Division Blindée du Général Leclerc est redescendue de Berchtesgaden. Nous sommes près des lacs bavarois, la grande ville la plus proche est Munich, ou nous sommes passés plusieurs jours avant. Nous avons astiqué nos chars et nos automitrailleuses. Nous attendons l'intervention du Général de Gaulle. Quinze heures, le Général nous annonce la capitulation de l'Allemagne nazie. Il termine : « La guerre est gagnée ... Pas un deuil, pas un sacrifice, par une larme, n'aura donc été perdue ». Un silence total nous submerge. Nous pensons avec émotion et tendresse à tous nos compagnons et compagnes de la Résistance et des Forces Françaises Libres broyés au cours de cette longue lutte, pour la reconquête de l'Indépendance et la Grandeur de la France.

Enfin nous voici au 18 juin 1945, la boucle est achevée.

Un immense défilé sur les Champs Élysées révèle l'éclatante vérité de l'appel du 18 juin 1940, et consacre le renouveau de la France et de son armée.

Nous sommes rentrés rapidement d'Allemagne. Nous défilons devant le Général de Gaulle et le Sultan du Maroc, Mohammed V, qui est fait en ce jour " Compagnon de la Libération ".

En tête de ce défilé la Division Leclerc, avec ses Régiments de la France Libre, qui avaient rejoint de Gaulle dès juin 1940, et qui au fur et à mesure des combats complètent leurs effectifs avec ces jeunes Résistants de 1940, engagés pour terminer le combat de la France.

Ce sont ensuite les Régiments de la 1^{ère} Armée Française et du Front de l'Atlantique constitués par des milliers de gars de la Résistance et de tous les maquis. Ce sont ces jeunes hommes, au visage buriné, qui défilent comme de vieilles troupes, aguerries par un long combat.

Ce sont au milieu de ces troupes, les Régiments Marocains, Algériens et Tunisiens, qui participèrent avec tant de courage et de loyauté à la Libération de notre Patrie et à l'écrasement du nazisme.

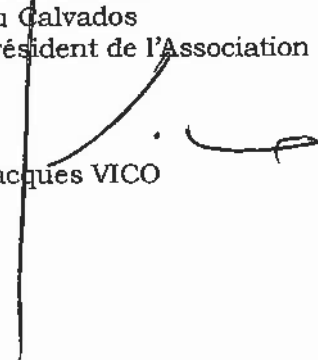
Aujourd'hui nous nous souvenons, demain nous nous souviendrons encore du 18 juin 1940, et du 18 juin 1945.

Les exigences de ces deux dates restent incontournables.

Caen le 17 juin 2006

Le Président de l'Union Départementale des
Combattants Volontaires de la Résistance
du Calvados
Président de l'Association Résistance et Mémoire

Jacques VICO



A la suite des intervenants, des témoignages furent apportés.

Citons seulement cet épisode méconnu rapporté par Monsieur Jacques DUCHEZ, de présence du Gaullisme en Basse Normandie, et qui aurait pu être lourd de conséquences...

« de retour de Bordeaux où il s'était rendu le 16 juin en avion prêté par W. CHURCHILL, le 17 juin à 9 heures s'arrachant à la terre natale, le Général de GAULLE prend son vol vers l'exil avec l'avion qui l'a ramené de Londres la veille. Avec lui le Général Spears et son aide de camp le lieutenant Geffroy de Courcel. C'était l'honneur même de la France que, selon le mot de Churchill, de GAULLE emportait avec lui dans le frêle avion.

Frêle avion, oui certainement : on dut refaire un plein d'essence à Jersey. Le décollage pour l'Angleterre eût lieu vers 15 heures. Alors qu'il prenait de l'altitude un chasseur allemand apparaîtrait. Il semble les suivre, puis fait un grand tour autour de l'avion et disparaît. De par la décision du pilote l'histoire put suivre son cours.

Soit ce fut un choix individuel du pilote, ou un ordre qu'il reçut, l'avion portant la marque royale britannique...

Que se serait-il passé si le Général de Gaulle avait disparu ce jour-là ?

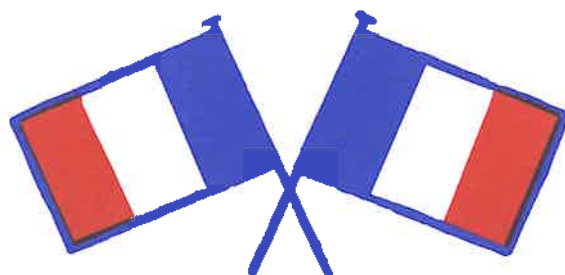
Quoi qu'il en soit, l'Histoire ne s'est pas arrêtée. Dès son arrivée à Londres, il pense que la première chose à faire était de hisser les couleurs. La radio s'offrait pour cela. »

Mr Duchez

Le Général passera presque 4 ans loin de sa Patrie puisqu'il ne remettra le pied sur le sol de France que le **14 juin 1944** c'était à Graye – Courseulles et c'est ce même jour qu'il rétablira **la légalité républicaine à Bayeux**.

Mais cela, c'est une autre histoire que nous nous permettrons peut-être d'écrire l'an prochain...

Les Amis du Mémorial



APPEL DU 18 JUIN 1940

Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement.

Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit? L'espérance doit-elle disparaître? La défaite est-elle définitive? Non!

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule! Elle n'est pas seule! Elle n'est pas seule! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire Britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leur armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres.

GÉNÉRAL DE GAULLE

Texte intégral de l'Appel du 18 juin 1940
prononcé à la B.B.C. à Londres
et non enregistré



A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!

Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

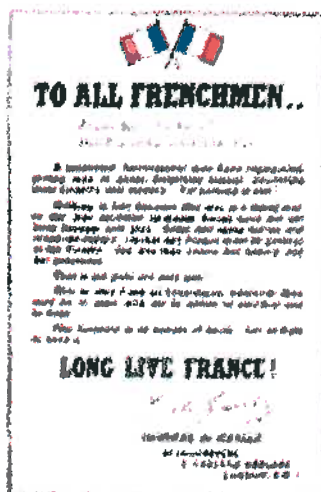
Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en péril de mort.

Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !



J. de Gaulle

GÉNÉRAL DE GAULLE

**QUARTIER-GÉNÉRAL,
4, CARLTON GARDENS,
LONDON, S.W.1**